

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco et euro-russes, la crise économique, la régulation des marchés financiers et sur la nouvelle gouvernance mondiale, à Saint- Pétersbourg le 19 juin 2010.

LE PRESIDENT -- Mesdames et Messieurs, chers amis, c'est d'abord un grand plaisir pour moi d'être ici à Saint-Pétersbourg, en Russie, aux côtés du Président Medvedev. Je veux dire que j'ai une conviction, c'est que l'Europe et la Russie, nous devons travailler ensemble de façon stratégique, de façon très proche et dans un rapport de confiance. La guerre froide, c'est fini. Le mur, c'est fini. La Russie est une grande puissance, nous sommes des voisins, nous avons vocation à être des amis. Nous devons nous rapprocher. C'est une conviction profonde, qui est doublée d'une autre conviction : je veux dire combien j'ai confiance dans la parole du Président Medvedev, combien j'ai apprécié de pouvoir travailler avec lui à des moments où l'on n'a pas été spontanément d'accord, mais on a réussi à trouver un chemin ensemble.

Je veux porter témoignage, que dans les grandes instances internationales, les positions de la France et celles de la Russie sont extrêmement proches. Je veux, d'ailleurs, saluer l'engagement du Président Medvedev sur la question iranienne, sur les votes des sanctions. Rien n'aurait été possible s'il n'avait pas assumé et fait ce choix. C'est donc vous dire qu'être ici pour moi à la tête d'une importante délégation, de ministres et de chefs d'entreprise, c'est un choix stratégique. Deuxièmement, la crise. Qu'est-ce qui s'est passé ? Pourquoi ça s'est passé ainsi ? Et quelles leçons en tirer ? Je ne doute pas que nombreux seront les experts, qui sauront nous expliquer pourquoi c'est arrivé, rétrospectivement, et qui nous diront avec beaucoup d'autorité ce qu'il faut faire aujourd'hui, qui est à peu près le contraire de ce qu'ils nous disaient de ce qu'il fallait faire il y a six mois. Il y a six mois, je ne pouvais pas aller dans une réunion sans qu'on me dise : votre plan de relance est insuffisant, dépensez plus. Maintenant, avant même que je sois rentré dans une salle, on me dit : dépensez moins, vous avez trop dépensé. Hommage soit rendu aux experts. Je voudrais simplement leur dire que leur travail est parfois plus facile que celui des dirigeants que nous sommes, même si tous les conseils sont utiles. J'en tire une conclusion, c'est que la première chose que l'on attend d'un chef d'Etat ou d'un chef de gouvernement, c'est qu'il fasse preuve de sang froid pour réagir et non pas surréagir. Nos pays sont comme vos entreprises, ils ne peuvent pas supporter les chocs brutaux d'une politique et d'une contre politique. Il faut de la cohérence.

Pourquoi le monde a-t-il connu la crise la plus difficile et la plus profonde du siècle ? C'est parce que, de mon point de vue, nous n'avons ni la gouvernance mondiale adaptée au XXIème siècle, ni le système de réglementation adapté à la mondialisation. Qu'est-ce qui s'est passé ? Le monde est devenu un village, l'économie est devenue mondiale et les réglementations sont restées nationales. Le déséquilibre n'est donc pas tant le marché au dessus, les réglementations en dessous, le marché avant, les réglementations après ou jamais. Cette absence totale de régulation a conduit aux résultats suivants : ce n'était plus le marché qui fonctionnait, c'était la spéculation. Quand le marché fonctionne sans aucune règle, quand le monde fonctionne sans aucune régulation, le marché ne devient plus le marché, il est pris en otage par des activités spéculatrices, par des créations de bulles sans limite : bulles de l'internet, bulles immobilières,

bulles financières. Puisque tout était devenu possible, un certain nombre d'opérateurs en ont profité et considéré qu'il était devenu normal de multiplier sa mise par 10, 20, 30, 100, 1 000, sans que cela ne corresponde à aucune invention scientifique, à aucune création de valeur, à aucune stratégie de croissance. A ceux qui me disent : « il faut laisser faire le marché », je suis d'accord, à la condition que le marché ne soit pas celui de la spéculation mais de la production. Et le 18 septembre 2008, le monde stupéfait assiste à l'impensable : la faillite d'une des plus grandes banques du monde, américaine. La confiance s'évapore et tout s'écroule. N'en voulez pas aux chefs d'Etat et de gouvernement de se dire que ce n'est pas ceux qui nous ont conduit au bord du précipice qui vont aujourd'hui nous expliquer comment on va s'en sortir. Naturellement, il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain et considérer que l'absence de réglementation doit nous conduire à une sur-réglementation et que le drame qui est venu de l'industrie financière doit nous amener à supprimer l'industrie financière. A l'évidence non. Mais de la même façon, que les choses soient claires entre nous, nous ne laisserons pas les mêmes causes produire les mêmes effets. Ce serait inacceptable car ceux qui souffrent de la crise aujourd'hui, je veux dire nos populations, je veux dire les peuples, ne sont pour rien dans cette crise. Et il est donc inacceptable que ce soit eux qui paient l'addition et que les comportements irresponsables ne soient pas sanctionnés, que nous n'ayons pas le courage d'assumer qu'on ne les laisserait pas refaire.

Je prends quelques exemples. Les paradis fiscaux : à quoi cela servirait d'établir des règles pour la Russie, pour la France, pour l'Europe, pour le monde et de laisser nos propres banques investir, ouvrir des comptes dans des paradis fiscaux où on peut s'économiser toute forme de règle ? C'est la raison pour laquelle, avec Dimitri, nous nous sommes battus au G20 de Londres pour que les paradis fiscaux ne puissent plus être une façon, pour un certain nombre de nos propres entreprises, de s'exonérer des règles que par ailleurs, nous demandons aux gens de respecter.

Les rémunérations des traders : que des gens gagnent de l'argent, quoi de plus naturel ? Que les rémunérations ne soient pas les mêmes, quoi de plus naturel ? Mais cette idée qui consiste à rémunérer, dans nos banques, à la mesure des risques qu'ils prennent avec l'argent des autres, non ! S'ils veulent gagner beaucoup d'argent en prenant des risques avec leur propre argent, pas de problème. Si c'est pour prendre des risques avec l'argent des autres, non. On pourrait multiplier les exemples.

Et donc la semaine prochaine, avec Dimitri, nous allons nous battre au G20 pour que les décisions que nous avons prises au G20 de Pittsburgh et au G20 de Londres soient appliquées par le G20 de Toronto. De ce point de vue, je le dis, je l'assume, je suis clairement pour une taxation des banques. Cela ne me paraît pas anormal qu'elles servent elles-mêmes à financer un système assurantiel. Après tout, ce n'est pas aux contribuables de payer ce système. Et deuxièmement, un système mondial sur la taxation des activités financières. Je serais tout à fait près, bien sûr, à m'en expliquer mais je ne veux pas être trop long.

Donc, il y a un premier sujet qui est absolument essentiel : à marché mondial doit correspondre une harmonisation mondiale des règles qui permette la régulation mondiale. La liberté, c'est le respect d'un Etat de droit. Un Etat de droit, c'est le respect de règles. Les règles doivent être aussi proches les unes des autres dans le monde. La liberté, ce n'est pas la loi de la jungle. Ce n'est pas l'absence de régulation.

Deuxième élément, et ce sera l'un des thèmes de la Présidence française du G20 et du G8, j'en ai déjà parlé avec le Président Medvedev, nous devons de toute urgence réfléchir aux bases d'un nouveau système monétaire international. Nous fonctionnons sur le système de Bretton Woods, 1945, à l'époque où nos amis américains étaient la seule grande puissance du monde, où avec le plan Marshall, le dollar était la seule monnaie du monde. Je pose la question, est-ce qu'en 2010, on est dans la situation de 1945 ? La réponse est évidente. Et j'ai dit au Président Medvedev que je souhaitais que la Russie et la France, nous portions le débat pour organiser le fonctionnement d'un nouveau système monétaire international qui vous permettrait, à vous les chefs d'entreprise, de vous battre à armes égales de compétitivité dans le monde sans avoir à supporter un dumping

monétaire insupportable. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'accuser les uns ou de reprocher aux autres, il s'agit de mettre autour de la table les grands acteurs et de définir ce nouvel ordre monétaire international. Je rappelle qu'à Bretton Woods, ils ont mis un an pour établir cela, qui n'a pas si mal fonctionné jusque dans les années 70, si mon souvenir est exact, où il y a eu le problème de la convertibilité entre l'or et le dollar. Il est venu le temps d'avoir le système monétaire du XXIème siècle : régulation, nouveau système monétaire.

Je voudrais poser un troisième sujet qui fera l'objet de la priorité de la Présidence française du G20 comme du G8, c'est celui des matières premières. Je le dis en Russie, pays riche, pays aux ressources exceptionnelles et à l'espace quasi-infini, qui comprend quelque chose aujourd'hui à la façon dont se construit le prix des matières premières ? Et s'il y a quelqu'un dans la salle qui est prêt à répondre à cette question, je serai très heureux qu'il me réserve ses sciences par des cours particuliers dont j'ai un urgent besoin.

Le prix du baril de brut passe d'un extrême à l'autre. Tout le monde s'affole quand il est à 142 dollars, tout le monde se réjouit quand il est à moins de 40. On a grand tort, car quand le prix du pétrole est trop bas, ce n'est pas bon pour la recherche et quand il est trop haut, ce n'est pas bon pour la croissance. Contrairement à ce que j'entends dire parfois, les pays producteurs et les pays consommateurs ont le même intérêt à une régulation minimum. Je pourrais bien prendre bien d'autres exemples qui montrent que ces marchés ne sont pas transparents, n'obéissent pas aux règles du marché mais obéissent aux règles de la spéculation. Là aussi, n'est-il pas venu le temps, non pas d'encadrer les prix, c'est ridicule, mais de réfléchir pour les denrées agricoles, pour les grandes matières fossiles à un système de régulation, de transparence, à une organisation minimale qui serait à la fois à l'avantage des pays producteurs et des pays consommateurs ?

Enfin, dernier sujet, en tout cas de mon point de vue, la gouvernance mondiale. C'est quand même assez spectaculaire de voir que nous sommes depuis dix ans dans le XXIème siècle sans avoir tiré aucune conséquence du changement de siècle. La seule conséquence, finalement, c'est la création du G20. Je me souviens de ma surprise, lors du premier G8 auquel j'ai participé à Heiligendamm en Allemagne, d'avoir passé deux jours et demi très intéressants à discuter avec mes collègues et d'avoir vu arriver au troisième jour pour un déjeuner les représentants de 2 milliards et demi d'habitants, à qui nous n'avions à consacrer pas plus d'une heure un quart de discussion. Qui sérieusement peut accepter l'idée qu'on peut résoudre les grands problèmes du monde sans demander l'avis de la Chine, de l'Inde, du Brésil et du Mexique, et sans tenir compte le moins du monde d'un seul pays d'Afrique, l'Afrique comptant un milliard d'habitants aujourd'hui et en comptera dans 50 ans deux ? Qui peut penser que c'est raisonnable, juste raisonnable ?

Finalement, nous avons créé le G20 parce que nous considérons qu'il fallait associer ces pays qui réclament leurs droits et qui ont bien raison de le faire, mais à qui nous disons, en contrepartie de ces droits, que nous exigeons d'eux qu'ils exercent leurs responsabilités. Le système onusien, auquel nous sommes attachés, fonctionne avec une lenteur impressionnante. Il n'y a d'ailleurs que cela qui impressionne. Cette idée étrange qu'on puisse prendre par consensus total des décisions à 192 pays touche à ses limites, comme l'a montré la désastreuse Conférence de Copenhague. Et donc, il faut changer la gouvernance mondiale.

En résumé, on change la gouvernance mondiale pour que chacun soit à bord, on pose les bases d'une régulation financière et économique pour éviter la catastrophe, on règle le prix des matières premières pour que nos économies ne soient pas prises en otage et on pose les bases d'une nouvelle réforme de l'ordre monétaire pour qu'il n'y ait pas de dumping de ce point de vue. Est-ce impossible ? Est-ce dangereux ? Ce qui est impossible, c'est de rester immobile. Le monde change et nous, on attendrait que le ciel nous tombe sur la tête. Est-ce dangereux ? Moins que de ne pas tirer les conséquences de la crise, parce que si nous ne tirons pas les conséquences de la crise, vous pouvez être certain que cela recommencera.

Enfin, je voudrais terminer en disant qu'aujourd'hui, on peut raisonnablement être optimiste si on veut bien être vigilant, travailler ensemble et faire ce qu'il faut, à la fois pour réduire les déficits et pour ne pas tuer la croissance qui revient, ce que nous sommes en train de faire.

pour ne pas voir la croissance qui revient, ce que nous sommes en train de faire.

Et pour nous, les Européens, je rêve d'une nouvelle organisation qui réunirait l'Europe et la Russie dans un gigantesque espace économique commun où les hommes et les marchandises circuleraient ensemble et dans lequel nous organiserions en commun notre sécurité sur la base, d'ailleurs, des propositions qu'avait présentées sur le sujet le Président Medvedev lorsqu'il était venu à Evian, je crois il y a un an et demi ou deux ans. L'idée que la Russie doive se défendre de l'Europe et que l'Europe doive se défendre de la Russie, c'est une idée qui appartient à un passé totalement révolu.

L'idée, en revanche, que nous avons à faire face aux mêmes menaces de terrorisme, de mafia, ces menaces qui sont les mêmes, nous devons donc les affronter ensemble et c'est une idée d'avenir, c'est une idée porteuse. Je n'ignore pas, d'ailleurs que, nous les Européens, nous avons un grand effort à faire pour nous organiser mieux. C'était le sens de votre dernière question. Mais je demande à vous, mes amis russes, c'est de comprendre une chose : l'Europe est un miracle, 27 pays aussi différents que les nôtres qui se mettent d'accord ensemble sur tout. Est-ce que vous imaginez que c'est facile ? Est-ce que vous croyez que cela se fait spontanément ? 27 pays démocratiques qui démocratiquement décident d'être ensemble, de partager leur souveraineté sur la quasi-totalité des sujets. On dit parfois : « que c'est long, votre processus de décision ». C'est vrai, mais imaginez-vous à ne pouvoir décider qu'avec 26 autres pays. Donc c'est vrai que nous poussons beaucoup pour avoir un gouvernement économique, on va y arriver. Nous avons déjà la même monnaie à 16. Et nous avons, quand même, réussi à établir un fonds de 750 milliards d'euros, plus que ce que les Etats-Unis ont fait, mais en le décidant avec tous les Européens. Parfois je me dis que si on voulait être objectif avec l'Europe, on ne nous jugerait pas comme si on était un seul et même pays mais au regard des résultats obtenus à 27. Je peux vous dire que c'est beaucoup d'effort.

Voilà, Mesdames et Messieurs, j'avais préparé un discours que je vous livrerai dans sa version écrite, qui n'a pas grand-chose à voir avec ce que je viens de vous dire dans la version orale mais je me suis dit, pour mon premier voyage à Saint-Pétersbourg, aux côtés de Dimitri, c'était quand même mieux que je vous dise vraiment ce que je pense, plutôt que ce que pense fort bien mon administration. Il n'y a pas beaucoup de contradiction d'ailleurs. Pour être honnête, il n'y a pas beaucoup de contradiction, simplement ce qu'il souhaiterait qu'on fasse en 20 ans, je voudrais qu'on le fasse en 2 mois. Et quand ils considèrent que c'est risqué d'avancer de dix mètres, moi je pense qu'il faut avancer de dix kilomètres. Mais, à ces détails près, il y a une très grande harmonie entre ce que j'avais prévu de dire et ce que j'ai dit.

Je vous remercie.